

Convention collective départementale

IDCC : 828. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES
(MANCHE)**

(9 janvier 1976)

(Etendue par arrêté du 27 octobre 1976,
Journal officiel du 15 novembre 1990)

**AVENANT N° 29 DU 7 JUILLET 2008
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES
ET AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS**

NOR : ASET0850890M

IDCC : 828

Entre :

L'UIMM de la Manche,

D'une part, et

L'URM CFDT ;

L'UD CGT-FO ;

L'UD CFTC ;

Le SMNO CFE-CGC,

D'autre part,

il a été arrêté et convenu ce qui suit, à l'issue de la négociation annuelle prévue par l'article L. 2241-1 du code du travail, ouverte le 16 novembre 2007, et en conformité avec les dispositions de l'accord national intervenu le 17 janvier 1991 :

Article 1^{er}

L'annexe III « Rémunérations minimales hiérarchiques. – Taux effectifs garantis annuels » à la convention collective susvisée résultant de l'accord n° 28 du 8 décembre 2005 est annulée en son entier et remplacée par les dispositions suivantes.

ANNEXE III

Rémunérations minimales hiérarchiques Taux effectifs garantis annuels

Article 1^{er}

Rémunérations minimales hiérarchiques

1.1. La valeur du point unique, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, soit 151,67 heures mensuelles, servant à déterminer les rémunérations minimales hiérarchiques est fixée à 4,08 € au 1^{er} septembre 2008.

1.2. Pour vérifier si le salarié a bénéficié de la prime d'ancienneté, telle qu'elle résulte du barème prévu à l'article 11 de l'avenant « Mensuels » de la présente convention collective, il sera tenu compte, notamment, de la valeur des éventuelles compensations pour réduction d'horaire accordées par l'employeur sur la prime d'ancienneté.

La prise en compte, dans l'assiette de comparaison de la prime d'ancienneté, des éventuelles compensations pour réduction d'horaire portant sur la prime d'ancienneté, pourra s'effectuer même lorsque ces compensations ont été intégrées au salaire de base.

1.3. Le barème des rémunérations minimales hiérarchiques résultant de l'alinéa 1.1 du présent article, de l'article 7 modifié de l'avenant « Mensuels » (alinéa 7.5) et de l'article 8 modifié (alinéa 8.5) de l'avenant relatif à certaines catégories de mensuels, sert exclusivement de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Article 2

Taux effectifs garantis annuels à partir de l'année civile 2008

2.1. Indépendamment du barème des rémunérations minimales hiérarchiques découlant de l'article 1^{er}, un barème de taux effectifs garantis annuels est fixé à partir du 1^{er} janvier 2008 dans les conditions prévues par l'accord national du 17 janvier 1991.

2.2. Ce barème détermine, pour chaque coefficient de la classification selon la filière, la rémunération annuelle en dessous de laquelle un salarié ne peut être rémunéré.

Article 3

Modalités d'application du barème des taux effectifs garantis annuels

3.1. Le barème ci-après fixant les garanties annuelles de rémunération effective pour la durée légale du travail, leurs montants devront être adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif et, en conséquence, supporter les majorations légales pour heures supplémentaires.

3.2. Pour l'application des garanties de salaires effectifs annuels ainsi adaptées, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes

brutes figurant sur le bulletin de paie et supportant des cotisations en vertu de la législation sur la sécurité sociale, à l'exception de chacun des éléments suivants :

- prime d'ancienneté prévue par la présente convention collective ;
- majorations pour travaux pénibles, dangereux et insalubres, découlant à ce titre des dispositions de la présente convention collective ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

En application de ce principe, seront exclues de l'assiette de vérification :

- les participations découlant de la législation sur l'intéressement et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations sociales en vertu de la législation de sécurité sociale.

3.3. De même, le montant de la garantie visée ci-dessus sera adapté *pro rata temporis* en cas de survenance :

- d'embauche en cours d'année ;
- d'un changement de coefficient en cours d'année ;
- d'un départ de l'entreprise en cours d'année ;
- d'une suspension du contrat de travail.

3.4. Le barème des taux effectifs garantis annuels subit les abattements prévus pour les rémunérations par les dispositions législatives et conventionnelles, notamment pour les salariés âgés de moins de 18 ans ainsi que les salariés d'aptitude physique réduite.

3.5. S'agissant de taux annuels minima, la vérification interviendra, pour chaque salarié, en fin d'année et au plus tard le 31 janvier de l'année suivante ou, en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, à la fin du contrat de travail.

3.6. S'il apparaît que la totalité des éléments de la rémunération à prendre en considération est inférieure au montant du taux effectif garanti annuel applicable, le salarié considéré recevra un complément de rémunération égal à la différence entre les sommes perçues et le montant de la garantie dont il doit bénéficier en vertu du présent texte.

Article 4

Barème des taux effectifs garantis annuels à partir de l'année 2008

4.1. A partir du 1^{er} janvier 2008 et pour une durée hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, le barème (base 151,67 heures/mois) des taux effectifs garantis applicable s'établit comme suit.

Ouvriers, administratifs et techniciens

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	TEG
1	140	15 665
2	145	15 680
3	155	15 700
4	170	15 750
5	180	15 800
6	190	15 960
7	215	16 160
8	225	16 320
9	240	16 920
10	255	17 790
11	270	18 760
12	285	19 735
13	305	21 065
14	335	23 420
15	365	25 435
16	395	27 090

4.2. A partir du 1^{er} janvier 2008 et pour une durée hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, le barème (base 151,67 heures/mois) des taux effectifs garantis applicable s'établit comme suit :

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	TEG
7	215	16 495
9	240	17 545
10	255	18 265
12	285	20 490
13	305	22 030
14	335	24 105
15	365	25 875
16	395	27 235

Article 2

Le présent accord, établi conformément aux dispositions de l'article L. 2231-1 du code du travail, a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et pour dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Les organisations signataires s'engagent à demander l'extension de cet accord selon la procédure d'examen accéléré prévue par l'article L. 2261-26 du code du travail.

Fait à Cherbourg-Octeville, le 7 juillet 2008.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des primes mensuelles d'ancienneté applicable au 1^{er} septembre 2008

Base 151,67 heures, soit 35 heures par semaine.

Valeur du point : 4,08 €.

Ouvriers

(En euros.)

NIV.	ECH.	COEF.	RMH	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
I	1	140	599,76	17,99	23,99	29,99	35,99	41,98	47,98	53,98	59,98	65,97	71,97	77,97	83,97	89,96
	2	145	621,18	18,64	24,85	31,06	37,27	43,48	49,69	55,91	62,12	68,33	74,54	80,75	86,97	93,18
	3	155	664,02	19,92	26,56	33,20	39,84	46,48	53,12	59,76	66,40	73,04	79,68	86,32	92,96	99,60
II	1	170	728,28	21,85	29,13	36,41	43,70	50,98	58,26	65,55	72,83	80,11	87,39	94,68	101,96	109,24
	3	190	813,96	24,42	32,56	40,70	48,84	56,98	65,12	73,26	81,40	89,54	97,68	105,81	113,95	122,09
III	1	215	921,06	27,63	36,84	46,05	55,26	64,47	73,68	82,90	92,11	101,32	110,53	119,74	128,95	138,16
	3	240	1 028,16	30,84	41,13	51,41	61,69	71,97	82,25	92,53	102,82	113,10	123,38	133,66	143,94	154,22

NIV.	ÉCH.	COEF.	RMH	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
IV	1	255	1 092,42	32,77	43,70	54,62	65,55	76,47	87,39	98,32	109,24	120,17	131,09	142,01	152,94	163,86
	2	270	1 156,68	34,70	46,27	57,83	69,40	80,97	92,53	104,10	115,67	127,23	138,80	150,37	161,94	173,50
	3	285	1 220,94	36,63	48,84	61,05	73,26	85,47	97,68	109,88	122,09	134,30	146,51	158,72	170,93	183,14

Administratifs et techniciens

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	RMH	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
I	1	140	571,20	17,14	22,85	28,56	34,27	39,98	45,70	51,41	57,12	62,83	68,54	74,26	79,97	85,68
	2	145	591,60	17,75	23,66	29,58	35,50	41,41	47,33	53,24	59,16	65,08	70,99	76,91	82,82	88,74
	3	155	632,40	18,97	25,30	31,62	37,94	44,27	50,59	56,92	63,24	69,56	75,89	82,21	88,54	94,86
II	1	170	693,60	20,81	27,74	34,68	41,62	48,55	55,49	62,42	69,36	76,30	83,23	90,17	97,10	104,04
	2	180	734,40	22,03	29,38	36,72	44,06	51,41	58,75	66,10	73,44	80,78	88,13	95,47	102,82	110,16
	3	190	775,20	23,26	31,01	38,76	46,51	54,26	62,02	69,77	77,52	85,27	93,02	100,78	108,53	116,28
III	1	215	877,20	26,32	35,09	43,86	52,63	61,40	70,18	78,95	87,72	96,49	105,26	114,04	122,81	131,58
	2	225	918,00	27,54	36,72	45,90	55,08	64,26	73,44	82,62	91,80	100,98	110,16	119,34	128,52	137,70
	3	240	979,20	29,38	39,17	48,96	58,75	68,54	78,34	88,13	97,92	107,71	117,50	127,30	137,09	146,88

NIV.	ÉCH.	COEF.	RMH	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
IV	1	255	1 040,40	31,21	41,62	52,02	62,42	72,83	83,23	93,64	104,04	114,44	124,85	135,25	145,66	156,06
	2	270	1 101,60	33,05	44,06	55,08	66,10	77,11	88,13	99,14	110,16	121,18	132,19	143,21	154,22	165,24
	3	285	1 162,80	34,88	46,51	58,14	69,77	81,40	93,02	104,65	116,28	127,91	139,54	151,16	162,79	174,42
V	1	305	1 244,40	37,33	49,78	62,22	74,66	87,11	99,55	112,00	124,44	136,88	149,33	161,77	174,22	186,66
	2	335	1 366,80	41,00	54,67	68,34	82,01	95,68	109,34	123,01	136,68	150,35	164,02	177,68	191,35	205,02
	3	365	1 489,20	44,68	59,57	74,46	89,35	104,24	119,14	134,03	148,92	163,81	178,70	193,60	208,49	223,38
VI	1	395	1 611,60	48,35	64,46	80,58	96,70	112,81	128,93	145,04	161,16	177,28	193,39	209,51	225,62	241,74

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	RMH	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
III	1	215	938,60	28,16	37,54	46,93	56,32	65,70	75,09	84,47	93,86	103,25	112,63	122,02	131,40	140,79
	3	240	1 047,74	31,43	41,91	52,39	62,86	73,34	83,82	94,30	104,77	115,25	125,73	136,21	146,68	157,16
IV	1	255	1 113,23	33,40	44,53	55,66	66,79	77,93	89,06	100,19	111,32	122,46	133,59	144,72	155,85	166,98
	3	285	1 244,20	37,33	49,77	62,21	74,65	87,09	99,54	111,98	124,42	136,86	149,30	161,75	174,19	186,63

NIV.	ÉCH.	COEF.	RMH	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
V	1	305	1 331,51	39,95	53,26	66,58	79,89	93,21	106,52	119,84	133,15	146,47	159,78	173,10	186,41	199,73
	2	335	1 462,48	43,87	58,50	73,12	87,75	102,37	117,00	131,62	146,25	160,87	175,50	190,12	204,75	219,37
	3	365	1 593,44	47,80	63,74	79,67	95,61	111,54	127,48	143,41	159,34	175,28	191,21	207,15	223,08	239,02
VI	1	395	1 724,41	51,73	68,98	86,22	103,46	120,71	137,95	155,20	172,44	189,69	206,93	224,17	241,42	258,66